

# INÉGALITÉS :

## les cinq fractures françaises

[Xavier Molénat](#), [Guillaume Duval](#) et [Vincent Grimault](#) 21/12/2018

Le mouvement des gilets jaunes interroge les dynamiques inégalitaires qui travaillent la société française depuis plusieurs années.

Au départ, beaucoup craignaient le pire. Pensez donc : un mouvement qui naît hors syndicats et partis politiques, qui proteste contre une hausse des taxes sur l'essence, et d'où surgissent parfois des saillies sur les immigrés ou les « assistés ». Pourtant, après les premières journées de mobilisation, il a bien fallu se rendre à l'évidence : les gilets jaunes étaient l'un des mouvements sociaux les plus importants de ces dernières années – et sans conteste le plus improbable. Il a en effet maintenu mobilisées pendant plus d'un mois des catégories sociales parmi les plus éloignées du jeu politique traditionnel. Des femmes et des hommes souvent situés entre le haut des classes populaires et le bas des classes moyennes, venus remettre frontalement en question les dynamiques inégalitaires qui, depuis plusieurs années, travaillent la société française.

Celles qui touchent au revenu, tout d'abord, et qui les condamnent à se serrer toujours davantage la ceinture, notamment face au poids croissant des dépenses de logement. L'injustice fiscale, ravivée par la suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF). L'inégale répartition de l'effort climatique, qui pèse le moins sur ceux qui polluent le plus. Le stigmate périurbain, enfin, qui réduit la France des ronds-points à une zone de relégation et de repli sur soi, en oubliant le dynamisme économique et démographique de ces territoires.

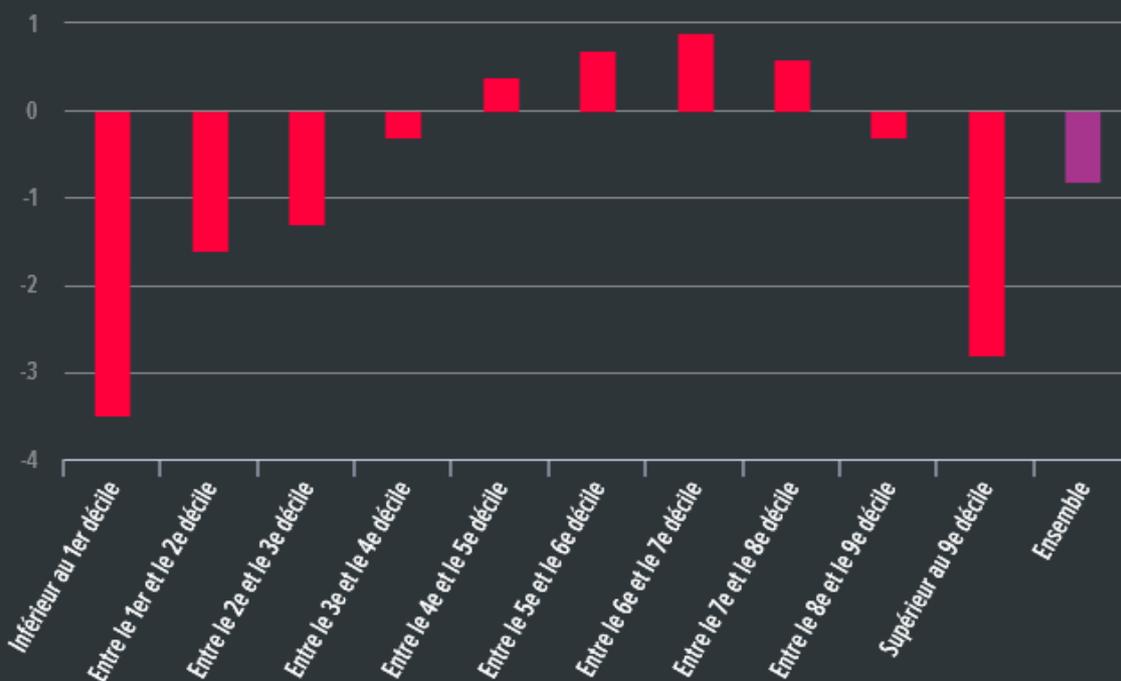
Ces dynamiques inégalitaires ne datent pas de l'élection d'Emmanuel Macron ; mais la politique qu'il a menée jusqu'ici les a nourries bien plus qu'elle ne les a entravées. Et l'on peine à voir dans les mesures qu'il a fini par concéder de quoi convaincre les gilets jaunes, et avec eux l'ensemble des Français, du contraire.

### **I/ Le pouvoir d'achat des plus modestes en berne**

Au fond, cela aurait pu exploser bien avant. Car depuis dix ans, les revenus du bas de la distribution sont en berne. Selon les données de l'Insee, le niveau de vie moyen des 40 % de Français les moins riches a diminué entre 2008 et 2016 (dernière année connue), cette diminution étant d'autant plus importante que les revenus sont faibles. Le chômage élevé, l'évolution du montant du Smic plus lente que celle de l'ensemble des salaires (un seul « coup de pouce » en 2012) et le développement des emplois à temps partiel, voire très partiel, expliquent en bonne partie cet appauvrissement.

## Les revenus du bas de l'échelle ont souffert depuis la crise

Evolution des niveaux de vie moyens par décile entre 2008 et 2016 (euros constants), en %



Niveau de vie : revenu disponible du ménage divisé par le nombre d'unités de consommation qu'il comprend.

Revenu disponible : revenus déclarés par les ménages auxquels on ajoute les prestations sociales ainsi que les revenus non imposables du patrimoine, et dont on déduit les impôts directs.

Unité de consommation : l'Insee attribue 1 unité de consommation (UC) au premier adulte du ménage, 0,5 UC aux autres personnes de 14 ans et plus, et 0,3 UC aux enfants de moins de 14 ans.

En 2016, le niveau de vie des 10 % des français les plus pauvres était inférieur à 920 euros par mois (premier décile), à 1158 euros pour les 20 % les plus pauvres (deuxième décile), 1352 euros pour les 30 % les plus pauvres (troisième décile). Les 20 % de français les plus aisés avaient, eux, un niveau de vie supérieur à 2488 euros (huitième décile). Pour les 10 % de français les plus riches, ce niveau de vie atteignait 3918 euros

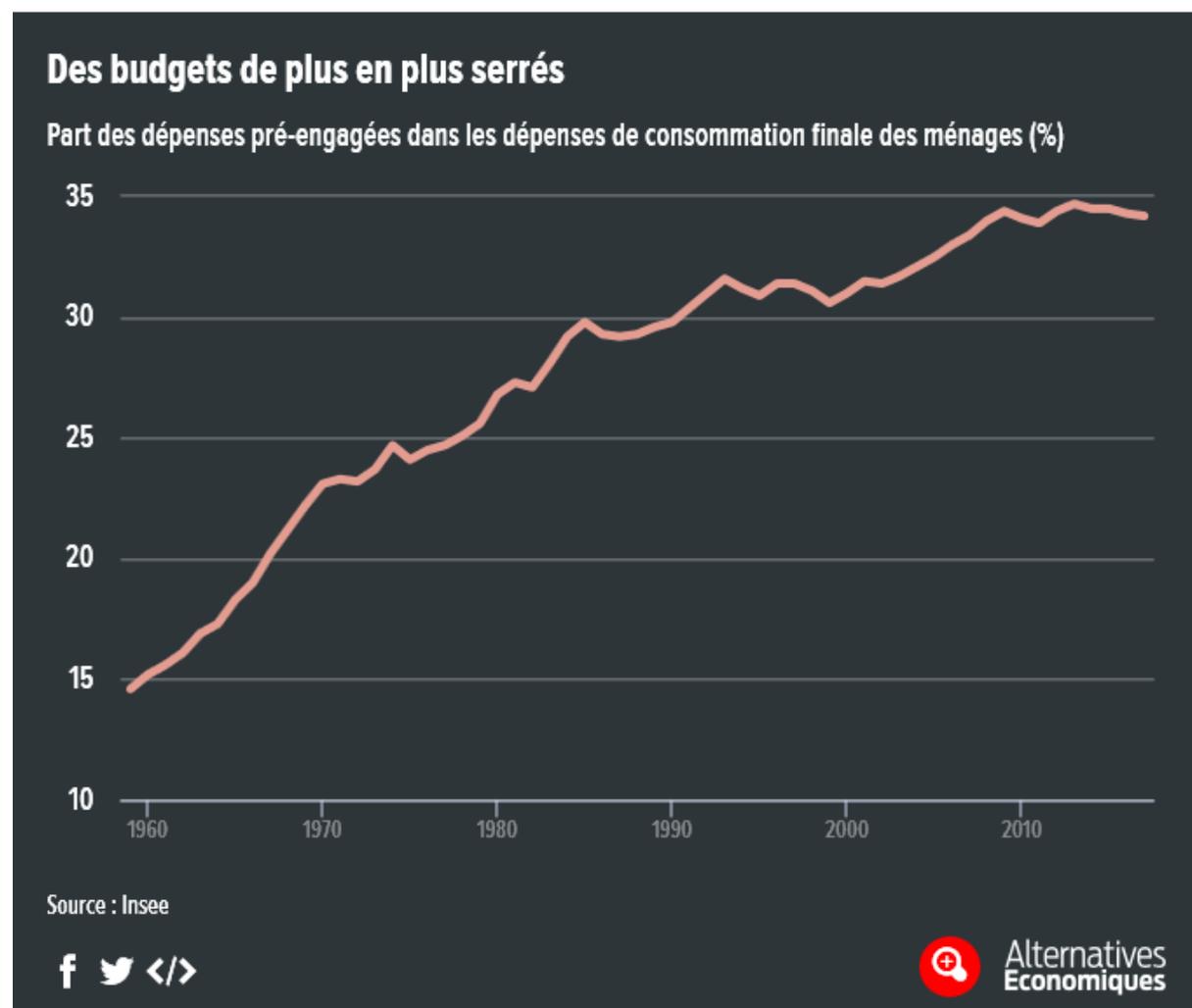
Source : Insee, calculs Alternatives Economiques



Pour autant, le niveau de vie des 10 % les plus riches ayant diminué à peu près dans les mêmes proportions sur cette période, l'évolution des inégalités globales a pu sembler relativement contenue. Il faut cependant noter qu'une telle stagnation constitue un renversement de tendance historique : le niveau de vie moyen avait augmenté de plus de 10 % entre 2000 et 2008, mais aussi entre 1992 et 2000, et ainsi de suite... Comme l'a bien montré l'observatoire des inégalités, si l'on regarde

un peu plus loin que la crise financière, d'ailleurs, le creusement des inégalités apparaît nettement. L'écart entre le niveau de vie annuel moyen des 10 % des Français les plus pauvres et celui des 10 % les plus riches était de près de 48 000 euros en 2016, alors qu'il était de « seulement » 37 000 euros en 1996.

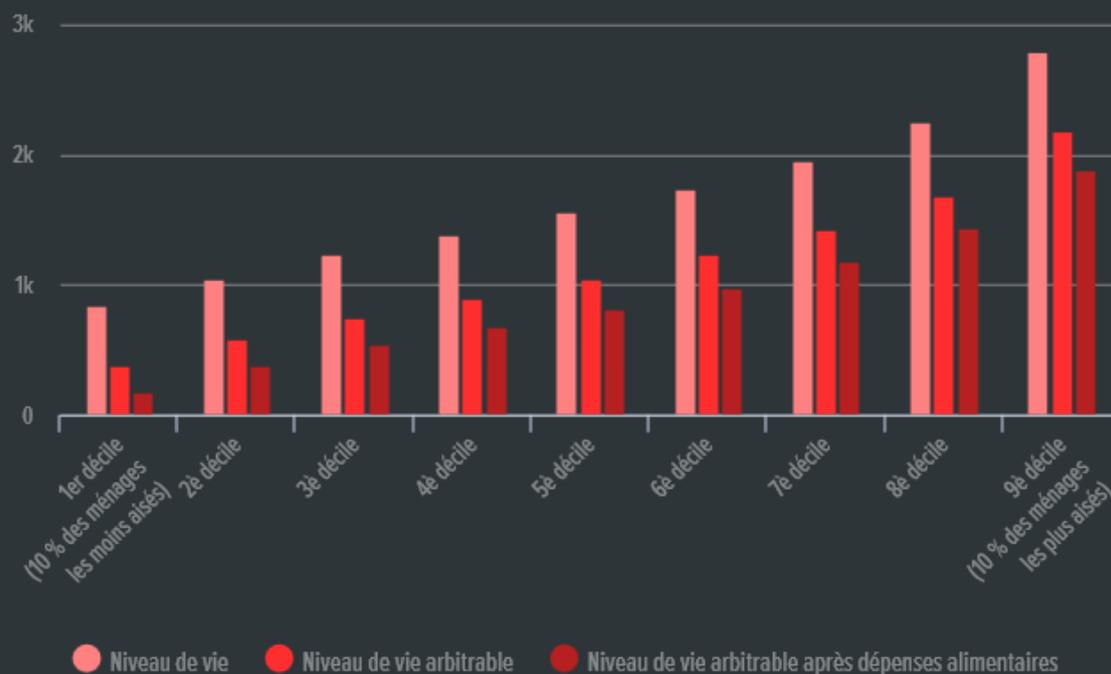
Cette morosité a été aggravée par le poids pris par les dépenses contraintes (logement, assurances, abonnements, cantines) dans le budget des ménages. Un poids qui a toujours été croissant depuis soixante ans, mais qui a progressé fortement depuis le début des années 2000 et qui frôle désormais les 30 %.



Une enquête récente de la Drees (sur des données de 2011) a de plus montré que ces dépenses contraintes représentent 61 % du budget des personnes vivant sous le seuil de pauvreté et 39 % de celui des foyers « modestes » (situés entre le seuil de pauvreté et le 4e décile de niveau de vie). Et si l'on inclut les dépenses alimentaires dans les dépenses préengagées, il ne reste alors aux 10 % des Français les moins aisés que 180 euros de revenu dit « arbitrage » pour payer les vêtements, les sorties ou encore... les pleins de carburant. Ce revenu arbitrage s'élève à 380 euros pour les 10 % de Français de la tranche juste au-dessus et 540 euros pour les 10 % encore au-dessus.

## Les dépenses préengagées aggravent les inégalités de revenu

Déciles de niveau de vie et niveau de vie arbitrable\* en 2011, en euros



\* Revenu disponible d'un ménage duquel on a déduit les dépenses préengagées (logement, abonnements téléphoniques, assurances...).

Source : Insee/Drees



En 2015, l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (Onpes) avait calculé que le revenu mensuel minimum nécessaire pour vivre décemment dans notre société se situait entre 1 424 euros pour une personne active seule et 3 284 euros pour un couple avec deux enfants. Au-dessus, bien au-dessus de ce dont disposent nombre de ménages. On comprend mieux pourquoi le sentiment de pauvreté se diffuse en bas de l'échelle sociale, bien au-delà de ce que saisissent les statistiques officielles.

**D'autres mauvaises nouvelles se profilent à l'horizon : désindexées de l'inflation, les retraites, l'APL et les allocations familiales n'augmenteront que de 0,3 % en 2019 et 2020** 🐦

notamment à la diminution de cinq euros de l'aide personnalisée au logement (APL), à la hausse de la contribution sociale généralisée (CSG) pour les retraites supérieures à 1 200 euros et, surtout, à la suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), qui semble avoir particulièrement choqué parmi les gilets jaunes. Des

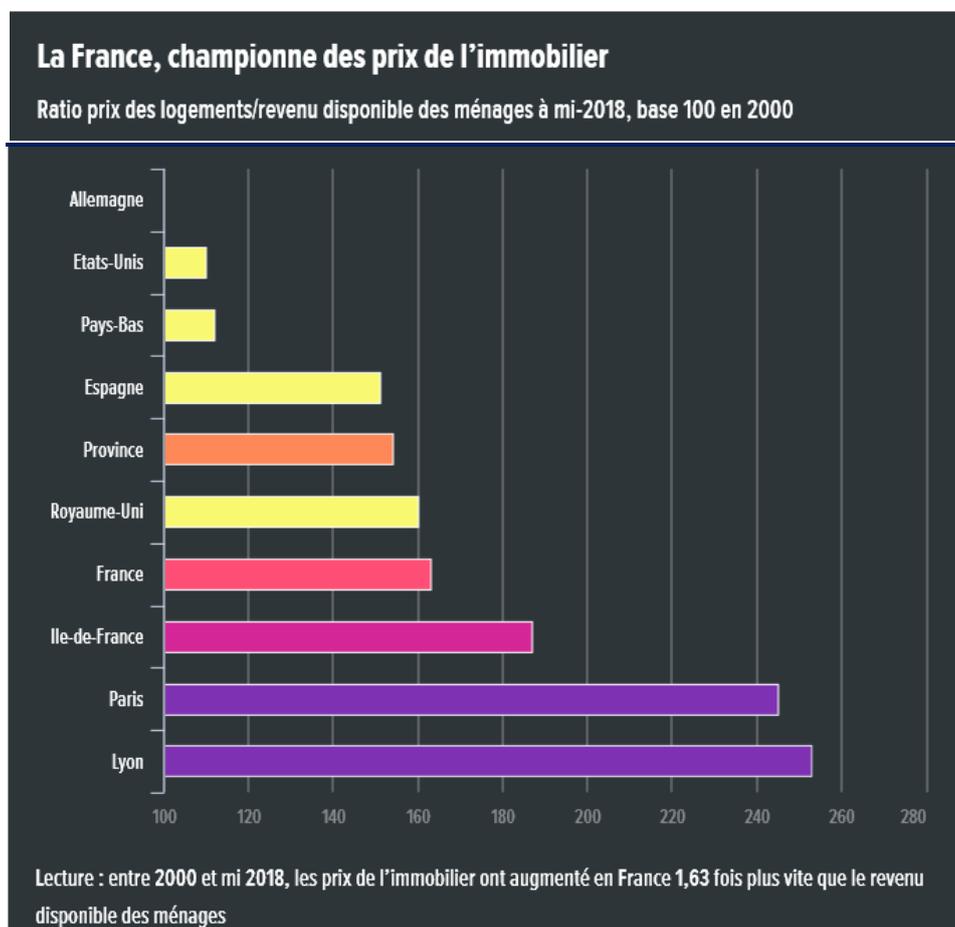
Cela sentait donc la poudre depuis un certain temps. Mais si la hausse des taxes sur les carburants a déclenché l'explosion, c'est sans doute qu'elle s'inscrivait dans une série de mesures prises par Emmanuel Macron et son gouvernement, qui avaient en commun de grever le pouvoir d'achat des plus pauvres ou de conforter celui des plus aisés. On pense

mesures emblématiques, face auxquelles l'augmentation en 2018 du minimum vieillesse et de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) ne pèse que de peu de poids. D'autant que d'autres mauvaises nouvelles se profilent à l'horizon : désindexées de l'inflation, les retraites, l'APL et les allocations familiales n'augmenteront que de 0,3 % en 2019 et 2020. Les gilets jaunes ne tarderont peut-être pas à ressortir de la boîte à gants...

## II/ (Trop) cher logement

Le mouvement des gilets jaunes a démarré sur la question de la hausse des prix des carburants. Pourtant ceux-ci pèsent sensiblement moins aujourd'hui dans le budget des ménages qu'au début des années 1980, même si leur part a augmenté un peu depuis 2016. Un autre phénomène a sans doute pesé beaucoup plus lourd : la montée continue de la part des coûts liés au logement dans le budget des ménages. Depuis la crise de 2008, pendant que les revenus des Français stagnaient, les prix de l'immobilier ont continué de grimper, soutenus par la politique monétaire très accommodante de la Banque centrale européenne (BCE).

Selon les données du Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD), la France est en effet le pays développé où les prix du logement se sont le plus accrus au cours des deux dernières décennies, si on les rapporte aux revenus des ménages : mi-2018, ce ratio a augmenté de 63 % depuis 2000, contre 60 % au Royaume-Uni, 51 % en Espagne, 10 % aux Etats-Unis et... 0 % en Allemagne.



Ce phénomène touche certes au premier chef Paris intramuros, où cette hausse est de 145 % depuis 2000, mais aussi Lyon, où cet indicateur a même davantage augmenté, à 153 %. Pour l'ensemble de la France métropolitaine hors Ile-de-France, cette hausse est quand même de 54 %, plus que dans la plupart des pays développés comparables.

### La hausse des prix de l'immobilier a entraîné un éloignement de plus en plus important entre lieux de travail

et domicile pour trouver des prix abordables. Ce qui contribue à rendre les Français plus sensibles que leurs voisins aux prix des carburants.

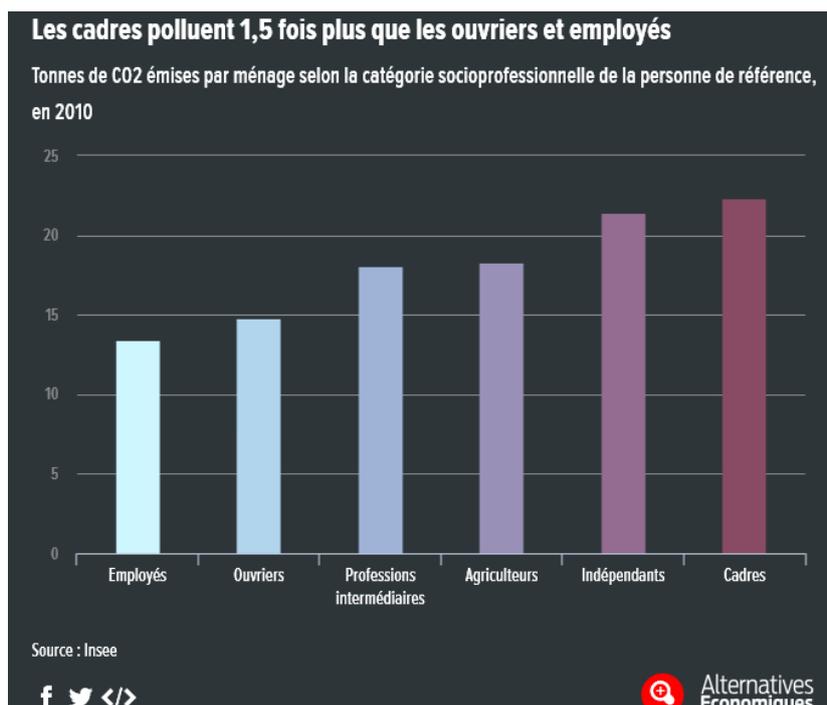
Ce décalage rapidement croissant entre les prix de l'immobilier et les revenus des ménages a entraîné, tout d'abord, un éloignement de plus en plus important entre lieux de travail et domicile pour trouver des prix abordables. Ce qui contribue à rendre les Français plus sensibles que leurs voisins aux prix des carburants.

Il entraîne aussi des inégalités de plus en plus massives face à l'accès à la propriété : sans héritage ou aide significative des parents, il est devenu quasiment impossible à la plupart des Français d'acheter un logement dans les zones où se concentrent les emplois. Ce qui creuse également les inégalités de niveaux de vie, à revenus équivalents, entre les ménages propriétaires et ceux qui sont locataires ou accédants à la propriété, suscitant des frustrations qui se sont probablement exprimées dans les rues à la fin de l'an dernier.

## III/ Climat : un effort inégalement réparti

La cause est entendue : la lutte contre le réchauffement climatique, c'est « l'affaire de tous ». Pourtant, en la matière, nous n'avons pas « tous » le même effort à faire. Car les modes de vie des différentes catégories sociales sont inégalement émetteurs de CO2. Il faut plonger dans les profondeurs de la statistique publique, étonnamment peu diserte sur le sujet, pour le vérifier.

Une étude de l'Insee datant de... 2010 est néanmoins éloquent : elle établit notamment le fait que « les 20 % des ménages les plus aisés induisent, via leurs achats, 29 % des émissions de CO2, alors que les ménages les plus modestes n'en induisent que 11 % ».



Les statisticiens établissent, certes, que la teneur moyenne en CO2 de chaque euro dépensé est décroissante avec le niveau de vie, la part des consommations peu émettrices (culture, loisirs, cafés et restaurants) étant plus importante chez les cadres, par exemple, que chez les ouvriers ou employés. Mais cette vertu pèse peu face aux différences de volumes consommés : les ménages aisés prennent bien plus souvent l'avion, possèdent en moyenne des voitures plus lourdes avec lesquelles ils font davantage de kilomètres, ont des logements plus grands nécessitant davantage de chauffage, sont bien plus équipés en appareils électroménagers énergivores...

### **L'inégal impact environnemental des modes de vie constitue un angle mort du débat public**

Peu suivi statistiquement, cet inégal impact environnemental des modes de vie constitue, comme l'a montré le sociologue Jean-Baptiste Comby [1], un angle mort du débat

public focalisé sur les « gestes du quotidien » et la responsabilisation des individus. A l'image de la désormais honnie taxe carbone sur les carburants, dont le but est, en renchérissant le coût des énergies fossiles, d'orienter les individus vers des modes de transport et de chauffage moins polluants.

Il aura fallu le mouvement des gilets jaunes pour prendre pleinement conscience, d'une part, du fait que nous n'avons pas « tous » d'alternative à la voiture. Et, d'autre part, que, comme toutes les taxes sur la consommation, la taxe carbone est régressive : elle pèse quatre à cinq fois plus, selon les estimations, dans le budget des 10 % les plus pauvres que dans le budget des plus riches.

Des mécanismes de compensation existent bien (chèque énergie, prime à la reconversion des vieux véhicules, aide au remplacement des chaudières au fioul...), mais leur portée actuelle reste nettement insuffisante pour permettre de conjuguer lutte contre le réchauffement climatique et justice sociale.

## **IV/ Des classes moyennes en panne d'avenir**

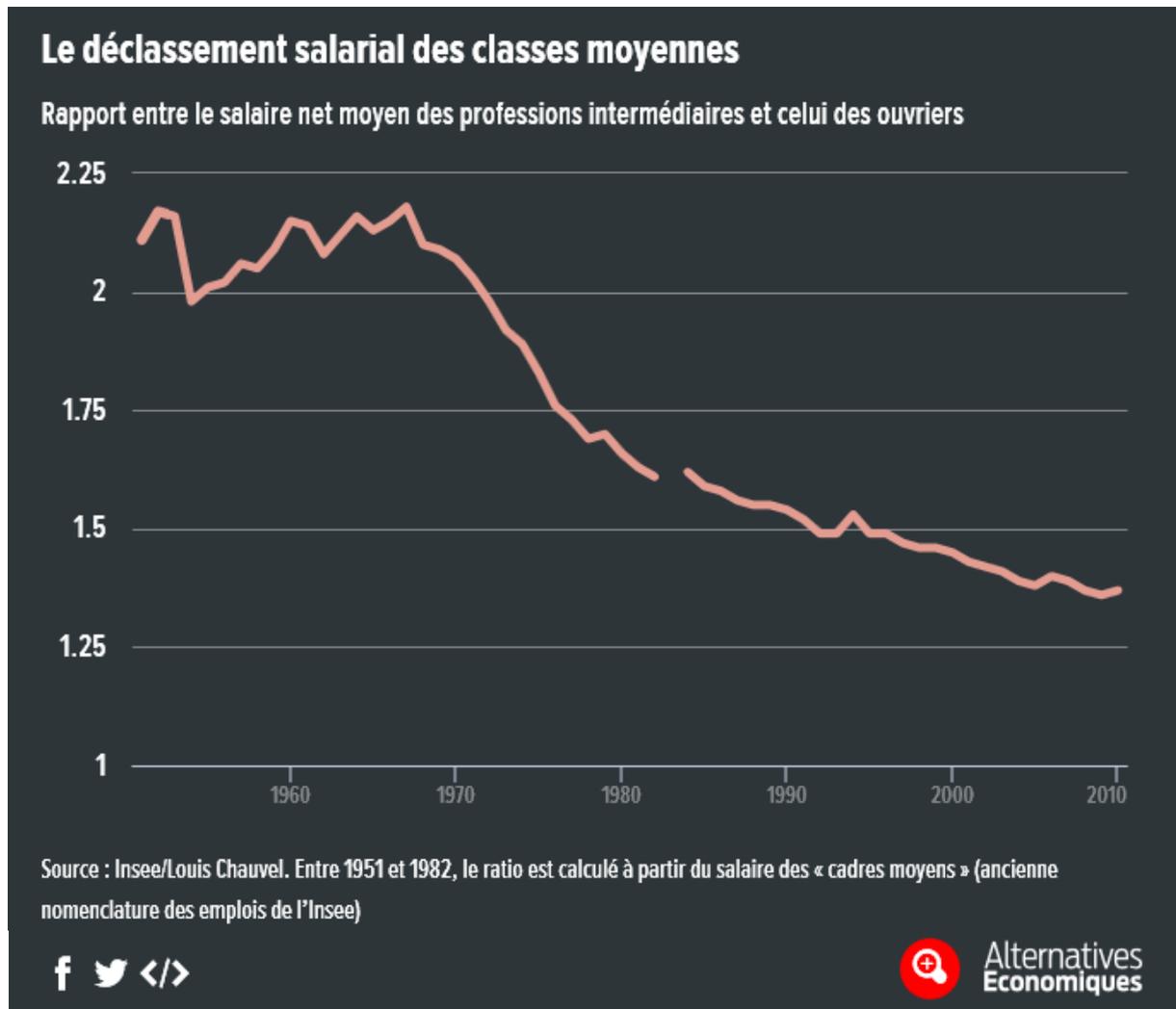
Employés, artisans, infirmiers, ouvriers qualifiés..., les profils croisés par les observateurs sur les ronds-points semblent indiquer que c'est moins la France des exclus qui s'est mobilisée que les fractions stables des classes populaires et de la petite classe moyenne : le haut du panier de la France d'en bas, en quelque sorte. Cette France intermédiaire au budget « ric-rac », loin d'être pauvre mais encore plus loin d'être riche, doit faire face à un décalage croissant entre ses aspirations et sa trajectoire. Pour beaucoup de ses membres, les Trente Glorieuses restent l'aune à laquelle se formulent les espérances, synonymes de société salariale stable, où les diplômes garantissent les positions et une mobilité sociale toujours plus ascendante.

### **Au sein professions intermédiaires, on regarde fébrilement les salaires se rapprocher doucement mais sûrement du bas de l'échelle des rémunérations**

Or, comme l'a signalé Louis Chauvel (dans *La spirale du déclassement*, Le Seuil, 2016), tous les piliers de cet idéal se sont, sinon effondrés, du moins effrités. La précarisation et la polarisation de l'emploi (accroissement des emplois peu et très qualifiés au détriment des qualifications intermédiaires) ainsi que le

chômage persistant ont, entre autres, grippé la belle mécanique. La rentabilité des diplômes est aujourd'hui plus incertaine, moins immédiate (même si personne

n'envie le sort des non-diplômés). Et, au sein professions intermédiaires, on regarde fébrilement les salaires se rapprocher doucement mais sûrement du bas de l'échelle des rémunérations. Quant à la mobilité sociale, elle n'évolue plus depuis un certain temps.



La société française n'est pas figée : en 2014-2015, entre 30 et 59 ans, un quart des fils des professions intermédiaires appartenait par exemple à la catégorie cadres et professions intellectuelles supérieures. Mais les logiques de reproduction sociale font sentir tout leur poids (un fils de cadre sur deux est lui-même cadre, *idem* chez les ouvriers), qui ne diminue plus. Et encore, ces données ne concernent que des générations déjà âgées, puisque nées au plus tard en 1984...

**Les (petites) classes moyennes ne sont pas au bord du gouffre, mais la stagnation de leur pouvoir d'achat bouche leurs perspectives** t

Ces (petites) classes moyennes ne sont pas au bord du gouffre, mais la stagnation de leur pouvoir d'achat bouche leurs perspectives et ravive la fameuse « peur du déclasserment ». Une peur certes ancienne, mais que l'actuel gouvernement entretient

avec une réforme comme Parcoursup, qui, en introduisant une sélection de fait à l'entrée de l'université, rend encore un peu plus aléatoire l'avenir de ces groupes intermédiaires et renforce leur crispation sur les enjeux scolaires.

Ces groupes peuvent plus généralement se sentir quelque peu oubliés des politiques publiques qui, par temps de crise, tendent désormais à se focaliser sur l'assistance aux plus pauvres et aux plus riches, et attise le ressentiment des laissés-pour-compte de l'entre-deux. Il aura fallu la détermination et la spontanéité des gilets jaunes pour les mettre, pour une fois, au centre du jeu politique. Mais combien de temps cela durera-t-il ?

## V/ Périurbain et zones rurales : un malaise plutôt qu'un déclin

Les gilets jaunes, une révolte de la « France périphérique » ? La grille de lecture de l'essayiste Christophe Guilluy, opposant des métropoles mondialisées et dynamiques à des territoires périurbains et ruraux relégués, était en filigrane de nombreux commentaires sur ce mouvement social. La mobilisation semble en effet avoir été particulièrement forte dans le périurbain, notamment dans celui des villes industrielles en crise. Nos confrères du *Monde* ont par exemple remarqué que la carte des lycées bloqués pendant le mois de décembre, souvent situés dans les villes moyennes et les couronnes des grandes métropoles, différait nettement des mobilisations classiques. Les classes « modestes » (ouvriers qualifiés, employés, petits indépendants...) qui semblent avoir été au cœur du mouvement des gilets jaunes sont, il est vrai, légèrement surreprésentées dans les territoires périurbains.

**Loin d'être des zones de relégation des pauvres, les territoires non métropolitains sont socialement très divers** 

Pourtant, cette lecture ne résiste pas à l'analyse. D'abord, parce que, loin d'être des zones de relégation pour les pauvres, les territoires non métropolitains sont socialement très divers. Ensuite, parce qu'en raison de la mobilité des Français, « *la*

*dichotomie urbain-rural n'est quasiment plus opérante nulle part* », note l'urbaniste Daniel Béhar. Si les métropoles sont en moyenne celles qui ont concentré le plus d'emplois depuis quarante ans, leurs bons scores sont essentiellement tirés par cinq ou six d'entre elles (Toulouse, Montpellier, Nantes, Bordeaux, Rennes et Lyon), pendant que d'autres sont à la traîne (Saint-Etienne, Rouen, Nice, Lille...).

Dans le même temps, les territoires non métropolitains s'en sont globalement bien sortis, notamment grâce au système de protection sociale français, qui, en redistribuant les revenus, corrige fortement les inégalités territoriales et permet au tissu économique de résister ou se développer. A cela s'ajoute une attractivité démographique désormais solidement établie. Depuis les années 1970, 4,5 millions de personnes ont quitté les villes pour la campagne, a calculé l'urbaniste et démographe Pierre Merlin.

**En s'éloignant des villes, des ménages plutôt modestes ont pu devenir propriétaires. Aujourd'hui, le piège de l'étalement urbain et du « système automobile » se referme**

D'où vient alors le malaise qui explique le succès des gilets jaunes et du concept de France périphérique ? Probablement de la périurbanisation, particulièrement importante dans l'Hexagone. En s'éloignant des villes, des ménages plutôt modestes ont pu devenir propriétaires. Aujourd'hui, le piège de

l'étalement urbain et du « système automobile » se referme. Les habitants des couronnes périurbaines et des territoires hors zones urbaines sont ainsi les plus

frappés par la vulnérabilité énergétique\*. Comme le résume le géographe Samuel Depraz : « *L'offre périurbaine a fixé dans la campagne une France contrainte, plus que tout autre sensible aux variations de ses conditions matérielles de vie.* »

Deuxième explication plausible : un sentiment de mépris. Périurbains « fermés », « égoïstes », « pollueurs » ; ruraux « conservateurs », voire « racistes » : le discours dominant n'est généralement pas tendre pour ceux qui vivent loin des centres-ville, comme le rappelle le chercheur Eric Charmes dans son dernier ouvrage [1](#). L'historien Gérard Noiriel note que beaucoup de gilets jaunes ont parlé de malaise général et de « ras-le-bol généralisé » : « *“Avoir mal partout” signifie aussi souffrir dans sa dignité. C'est pourquoi la dénonciation du mépris des puissants revient presque toujours dans les grandes luttes populaires et celle des gilets jaunes n'a fait que confirmer la règle.* » Une fracture symbolique profonde, mais qui ne coûterait pas cher à réduire.

- [1](#). La revanche des villages. Essai sur la France périurbaine, Le Seuil, janvier 2019.